

M. Stevens: Voilà. Eddie Broadbent l'a dit, monsieur l'Orateur. Il a dit «c'est merveilleux!»

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Comme le député le sait, il doit désigner les députés de la Chambre par leur circonscription.

M. Stevens: Quand les gens d'Oshawa verront augmenter le chômage dans leur ville ils se souviendront certainement du député d'Oshawa (M. Broadbent) et du peu d'effort qu'il a fait pour remédier au chômage dans sa circonscription.

Comme je le disais, l'incidence financière du plan du NPD serait d'accroître le total des dépenses non seulement de 2.5 milliards de dollars comme l'ont fait ceux qui siègent du côté du gouvernement, mais d'un montant supplémentaire de 3.8 milliards de dollars. Leur propositions accroîtraient le déficit de 2.1 milliards de dollars, ce qui veut dire que le pays aurait un énorme déficit de 6.3 milliards de dollars, si on adoptait les mesures préconisées par le NPD.

Il n'est pas juste, je pense, de se contenter de critiquer. Quelques-unes des dépenses proposées par les socialistes, prises individuellement, pourraient s'avérer d'intérêt public. On peut difficilement s'opposer à la mise en œuvre de recommandation du rapport Hall, à un accroissement de la formation à des métiers spécialisés, à l'établissement d'une banque d'énergie ou à l'adoption de mesures en vue d'améliorer les ports pour petites embarcations et à dessein de donner plus d'importance aux travaux de recherche et de développement. En fait, quelques-unes des dépenses qu'ils proposent reflètent les priorités du gouvernement progressiste conservateur.

Des voix: Oh, oh!

M. Stevens: Ces propositions suscitent toutefois un problème global, car si on les adoptait dans l'ensemble sans réduire les dépenses dans d'autres domaines pour faire contre-poids, le plan du NPD ne ferait qu'accroître les dépenses du gouvernement, ce qui donnerait lieu à plus d'inflation. Tout accroissement à court terme du nombre d'emplois se dissiperait très rapidement en l'absence de mesures visant à encourager la création d'emplois permanents et à long terme dans le secteur privé.

La politique du NPD détournerait en fait le secteur privé de l'investissement. La hausse des impôts sur les gains de capital ferait qu'il serait difficile aux entreprises de réunir de nouveaux capitaux d'exploitation. L'utilisation d'un système d'amortissement calculé selon le mode linéaire aux fins de l'impôt au lieu de la méthode actuelle de déductions pour amortissement réduirait appréciablement les bénéfices avant amortissement et réduirait la rentabilité des nouvelles entreprises, et du même coup les investissements.

Que l'on ne s'y méprenne pas, il n'y a que deux façons de financer le déficit. D'abord, en faisant fonctionner la planche à billets, ce qui accroît la masse monétaire et, par contrecoup, aggrave l'inflation. Deuxièmement, on peut emprunter, solution à laquelle le gouvernement a dû se résoudre. Le secteur privé trouve alors plus difficile d'emprunter, de sorte que les taux d'intérêt grimpent. Lorsque le gouvernement emprunte, tous ses frais d'intérêt augmentent. Ainsi, le déficit s'accroît et le gouvernement doit emprunter davantage pour payer l'intérêt sur ses dettes. Que le NPD décide de financer ce déficit accru en actionnant la planche à billets ou en empruntant ou en recourant aux deux méthodes, il s'ensuivra alors une hausse

des taux d'intérêt ou de l'inflation ou des deux. C'est sans doute exactement le contraire de ce qu'il souhaite. Ce n'est certainement pas non plus ce dont a besoin le pays aujourd'hui.

Mes remarques se rapportent au bill C-5, car, d'après moi, ce qu'a voulu dire le Fonds monétaire international à ses divers pays membres, c'est simplement ceci: revenez à une gestion plus saine de vos économies ou nous serons obligés d'intervenir.

Ce n'est pas comme s'il n'y avait aucun exemple de pays où l'expérience socialiste a été tentée et a fait long feu. Nous savons ce qui s'est produit en Jamaïque, nous savons quels problèmes ce pays a connus. Il fut un temps où les socialistes portaient Manly aux nues et vantaient ses réalisations. Notre petit socialiste, aujourd'hui le premier ministre (M. Trudeau), est, bien sûr, un ami de cœur de M. Manly. Mais ce qui s'est produit malheureusement en Jamaïque—ses problèmes au regard de la collectivité internationale et les conditions posées par le Fonds monétaire international—pourrait arriver ici si nous ne faisons pas attention. Quant au Royaume-Uni, nous avons là un excellent exemple de la façon dont les socialistes, prônant à peu près les mêmes principes que le critique financier du NPD à la Chambre, ont mené le pays dans une crise qui, heureusement, est sur le point d'être résolue par un gouvernement conservateur.

Le bill à l'étude, qui est assez court, tend à augmenter notre souscription au Fonds monétaire international. C'est aussi un bill extrêmement important à cause de ses ramifications internationales. Il nous permet, brièvement du moins, de réfléchir aux conséquences que pourrait subir le Canada si nous négligeons de mettre de l'ordre dans notre économie: tôt ou tard, le reste du monde le fera pour nous. Et cela n'a rien à voir à la question de savoir si le reste du monde croit ou non au socialisme. Il n'y a qu'une loi en économie—et nous l'avons violée.

M. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur l'Orateur, après avoir entendu ce discours, je suis encore plus convaincu que la position exposée d'une façon si habile par mon honorable ami de Saskatoon-Est (M. Ogle) à la deuxième lecture était tout à fait valable. Je dis cela, car sa position était diamétralement opposée à celle que nous venons d'entendre exposer par le député qui siège à ma droite et qui parle comme un homme de droite.

Toutefois, je ne prend pas la parole aujourd'hui pour répéter ce que nous appuyons ce projet de loi, mais pour une tout autre raison. Compte tenu des réponses que le premier ministre (M. Trudeau) a données à nos questions sur le gazoduc et de la décision rendue tout à l'heure par l'Orateur, je n'ai pas d'autre choix, étant donné l'importance de la question pour l'avenir énergétique du Canada, que de proposer, appuyé par le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell):

Que la Chambre s'ajourne maintenant.

M. Nielsen: C'est honteux! C'est irresponsable!

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement . . .

● (1630)

M. l'Orateur adjoint: Cette motion d'ajournement ne saurait faire l'objet d'un débat, et elle est recevable.

Plaît-il à la Chambre d'adopter ladite motion?